

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/France-Macron-vainqueur-par-defaut.html>

France : Macron vainqueur par défaut au second tour de l'élection présidentielle

- Actualité politique internationale -

Publication date: dimanche 11 juin 2017

Description:

Article publié dans la version papier du journal de Mai-Juin 2017

Avec 20,7 millions de suffrages contre 10,6 à Marine Le Pen, sa victoire est en apparence écrasante. Mais dans ce nombre, 9 millions d'électeurs ont voté contre Le Pen et non pour son programme. 16 autres millions se sont abstenus ou ont voté nul. Son élection est le fruit d'un « viol des foules ».

Le système électoral mis en place par la Constitution de 1958 piège le vote populaire. Il lui impose au second tour de choisir le « moindre mal » qui s'avère ensuite le pire. Les deux candidats qui se disputent la tête de l'exécutif sont systématiquement des représentants des classes dominantes ou des courants réformistes convaincus que le sauvetage du système capitaliste passe par la redistribution de miettes aux travailleurs.

Z.B

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Article publié dans la version papier du journal de Mai-Juin 2017

Avec 20,7 millions de suffrages contre 10,6 à Marine Le Pen, sa victoire est en apparence écrasante. Mais dans ce nombre, 9 millions d'électeurs ont voté contre Le Pen et non pour son programme. 16 autres millions se sont abstenus ou ont voté nul. Son élection est le fruit d'un « viol des foules ». Le système électoral mis en place par la Constitution de 1958 piège le vote populaire. Il lui impose au second tour de choisir le « moindre mal » qui s'avère ensuite le pire. Les deux candidats qui se disputent la tête de l'exécutif sont systématiquement des représentants des classes dominantes ou des courants réformistes convaincus que le sauvetage du système capitaliste passe par la redistribution de miettes aux travailleurs.

Les grands moyens d'information appartiennent à la bourgeoisie. Ce sont ses idées et ses choix politiques qui dominent et façonnent la majeure partie de l'opinion (« Les idées dominantes sont celles de la classe dominante »). Jamais la loi mise en lumière par Marx, n'avait été confirmée d'une manière aussi caricaturale qu'avec le lancement de la candidature de Macron et le battage incessant orchestré depuis l'été 2016 autour de sa personne par les 9 milliardaires qui détiennent 95% des médias. Macron est la créature des hommes de la haute finance, des gros actionnaires du CAC 40, propriétaires de l'essentiel des richesses de la France, entreprises économiques, médias et aussi ... instituts de sondage dont la fonction est d'orienter savamment les choix des électeurs. Ces instituts ont participé à la dramatisation du climat politique orchestré par des « éditocrates » grassement rémunérés sous le thème « s'abstenir c'est voter pour le fascisme ». Marine Le Pen a assumé à merveille le rôle d'épouvantail programmé pour inciter la majorité des électeurs à opter pour le « moins pire ».

Depuis la défaite cuisante en 2002 de Le Pen père, la bourgeoisie française s'est employée avec constance à dédramatiser le Front national. Buts de la promotion de ce parti xénophobe : évacuer des débats politiques les questions liées à l'antagonisme de classe opposant les travailleurs, majorité écrasante des actifs, à une petite minorité d'oligarques. Ces questions formaient la ligne de clivage essentielle à travers laquelle le niveau de conscience idéologique des travailleurs distinguait la France d'autres pays capitalistes. Avec le traitement de faveur accordé par les médias à Marine Le Pen, l'attention a été sciemment détournée sur les questions identitaires, sur les immigrés, arabes et africains notamment pour diviser le camp des exploités, torpiller leur unité contre leurs exploités.

Le FN c'est aussi la force fasciste de réserve de la bourgeoisie. Son encadrement est composé de nervis, de gros bras et d'émules de l'OAS. Elle n'hésitera pas à la lancer contre le mouvement populaire lorsqu'il menacera sérieusement sa domination économique et politique.

La bourgeoisie a choisi Macron parce qu'elle a éprouvé le besoin politique de dépasser les clivages partisans gauche-droite qui lui paraissent anachroniques.

Il fut un temps où, sous la pression d'un PCF dirigeant avec détermination les luttes de la classe ouvrière pour renverser la domination de la bourgeoisie, et dans un contexte international où l'existence de l'URSS obligeait les capitalistes à faire des concessions, le PS tentait d'atténuer les antagonismes de classe par des réformes sociales qui amélioreraient la condition des travailleurs. Au pouvoir ou dans l'opposition il oeuvrait ainsi à émousser la combativité anticapitaliste de la classe ouvrière pour perpétuer le système. Aujourd'hui la situation est différente. Résultat de l'évolution socio-politique de la sociale-démocratie française de ces dernières décennies, surtout sous Hollande, l'action du PS ne se distingue de celle de la droite que sur des questions de méthode. Il ne s'agit plus pour lui de forcer la main de la bourgeoisie pour qu'elle accepte une redistribution du revenu national qui adoucisse le sort des travailleurs et permette de juguler la révolution, mais de satisfaire les exigences sans limites du Capital. Il s'agit de l'accompagner aimablement dans sa course à l'échelle mondiale pour des taux de profits élevés. Détricotage des conquêtes sociales et alignement de la condition des ouvriers sur les niveaux les plus bas dans le monde, sur celui du Bangladesh comme le résumait si bien les syndicalistes, le contraire de ce qui a été fait depuis le front populaire, tel

est aujourd'hui le programme du PS.

Les courants réformistes de l'aristocratie ouvrière ne forment plus le groupe prépondérant de sa base sociale. Ce sont les représentants des couches intermédiaires qui ont pris le dessus. Leurs activités et leurs intérêts sont liés à la gestion du capitalisme, à son internationalisation, à la diffusion de l'idéologie bourgeoise. Droite et parti socialiste se sont succédé depuis Rocard et Fabius dans une fausse alternance pour satisfaire les désirs du grand Capital. Ils se relayent à tour de rôle dans ce travail de démolition sociale. Mais cette « alternance » bénéfique pour le Capital s'effectue dans le climat polémique alimenté par les rivalités partisans gouvernement-opposition alors qu'au fond les deux acteurs de la bipolarisation sont complices.

C'est à ce climat de fausses querelles que la grande bourgeoisie a décidé de mettre fin. Elle y voit la condition pour accélérer le rythme d'exécution du plan de destruction de ce que l'on qualifie de « modèle social français ». Elle tente de mettre en place une nouvelle formation politique issue de la synthèse de la droite et de l'ex- « parti ouvrier » de la bourgeoisie dans le PS. Pour avoir refusé de s'inscrire dans cette nouvelle feuille de route, Fillon a été mis hors jeu.

Avec Macron, la bourgeoisie est sur pied de guerre. Elle va mener avec une vigueur décuplée l'offensive générale contre la classe ouvrière et les travailleurs. Elle compte achever la destruction du Code du travail. Macron c'est aussi le porte-parole de ses fractions les plus belliqueuses, celles qui poussent à la guerre contre la Russie, qui veulent intensifier leurs interventions militaires en Syrie, au Moyen Orient, en Afrique du nord, au Sahel, renverser les régimes pas trop dociles à leurs goûts. Le zèle belliqueux de Macron s'est illustré par sa violente diatribe contre le régime syrien et son allié russe à propos de la dernière attaque chimique d'Idlib alors que de toute évidence elle avait été montée par des islamistes défaits pour donner le prétexte à une intervention militaire étrangère. De même au Mali où il a osé accuser l'Algérie d'entretenir la nuisance des groupes islamistes feignant d'oublier que c'est l'intervention criminelle de la France en Libye qui a déstabilisé toute la région du Sahel.

Les enjeux politiques français ne peuvent être correctement appréciés que sous l'angle de la profonde crise économique et sociale. Elle met en avant pour les forces politiques les plus révolutionnaires les tâches de la préparation des conditions idéologiques et politiques de la révolution socialiste.

De ce point de vue, aucun candidat ne répondait au choix des travailleurs qui aspirent à renverser le capitalisme. Mélenchon a pris la tête des réformistes qui ne cherchent pas à se débarrasser du capitalisme mais croient toujours qu'il est possible de « l'humaniser ». Son but est de reconstituer sous un nouveau nom un parti socialiste version 2, épuré de ses personnalités les plus discréditées, à l'image de Valls, pour leur zèle à appliquer les injonctions du MEDEF. Pas un mot chez lui pour appeler à l'abolition du capitalisme, pas même pour remettre à l'ordre du jour la nationalisation des grands groupes industriels et financiers. Seulement des déclamations et des effets de manche qui font illusion. Relancer l'activité économique en appliquant les préceptes keynésiens de la stimulation de la demande et donc de la relance de l'emploi, grâce à l'action étatique et à la hausse des salaires, sans s'attaquer aux bases du capitalisme, tel est le cœur de son programme. Mélenchon détourne le potentiel de rupture avec le capitalisme qui s'accumule au sein de la classe ouvrière, de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse. Il fait partie de cette « gauche » qui n'a pas compris que la crise a pour origine une surproduction des capitaux dont la profondeur rend inopérantes les recettes keynésiennes.

La nature de cette crise pose comme alternative : ou la liquidation des conquêtes sociales des travailleurs ou la révolution socialiste et la socialisation de la propriété des grands moyens de production et d'échange.

Z.B